

Le Monde
ÉDITORIAL

Guerre et pétrole

LE BUT des Etats-Unis en Irak n'est pas le pétrole, contrairement à ce qui est affirmé dans les manifestations contre la guerre et contrairement à l'impression qu'on peut avoir en voyant les troupes américano-britanniques s'empressement de « sécuriser » les puits irakiens à Bassora et à Kirkouk.

Même si George W. Bush et beaucoup de membres de son équipe sont proches des milieux pétroliers texans, l'opération contre Saddam Hussein n'a pas pour premier objectif de mettre la main sur les deuxièmes réserves de la planète contenues dans le sous-sol irakien. Il ne s'agit pas de mettre l'OPEP au pas ou bien encore de se préparer à remplacer l'Arabie saoudite, alliée depuis 1945 mais qui serait susceptible de basculer dans des mains islamistes hostiles.

Tous ces arguments, qui semblent s'appuyer sur l'évidence, ne tiennent pas à l'examen. La guerre va coûter aux Américains beaucoup plus d'argent (100 milliards de dollars, sans compter les frais de reconstruction des puits en Irak) que ne peut en rapporter le pétrole (15 milliards de dollars par an). Ce serait un bien mauvais investissement capitaliste. La production du royaume saoudien est trop importante pour envisager de la remplacer. L'enjeu de cette guerre n'est pas d'abord économique. Pour le président Bush, il est bien plus vaste, idéologique plutôt, touchant à la fois à la protection des Etats-Unis et à leur conception du monde de l'après-guerre froide.

Cela posé, le pétrole occupe évidemment une place essen-

tielle dans le paysage de la guerre et la « sécurisation » des puits ne doit rien au hasard. Le pétrole a été, est et restera une énergie dont aucun pays ne peut se passer à horizon prévisible. Une pénurie bloquerait toutes les économies mondiales. Une envolée des prix affecterait gravement la consommation des ménages, provoquant une récession mondiale au bout de quelques mois.

Or le marché pétrolier était, ces dernières semaines, très tendu, pas seulement dans l'attente de la guerre mais à cause d'un hiver froid, de grèves au Venezuela et des troubles au Nigeria, deux gros pays producteurs. D'où la hausse des cours de 60 % depuis un an, à 35 dollars le baril. Si la guerre venait à annihiler les exportations irakiennes, une flambée des cours n'est pas à exclure, même si l'OPEP a promis de faire l'appoint.

Sécuriser les puits irakiens est indispensable pour maintenir, d'ici quelques semaines, les exportations de ce pays sur le marché mondial. La reprise de l'économie américaine, qui est en cours mais reste fragile, ne résisterait pas à des cours durablement à la hausse. George W. Bush sait bien qu'il joue sa réélection largement sur le front intérieur. Pour l'heure, cette stratégie de « sécurisation » a réussi, les cours du brut sont retombés autour de 25 dollars.

Rassurer le marché est une condition du succès pour M. Bush. Il ne doit pas aller au-delà : le pétrole irakien doit rester propriété de l'Irak et servir à sa reconstruction, non à payer la guerre.